



Société écologique
du post-urbain

N'ABANDONNER PERSONNE À L'ENFER DU BÉTON !

Post-urbain et question sociale

Les **classes populaires**, reléguées en interne des grandes villes ou dans les périphéries plus ou moins éloignées, sont les premières à pâtir de **l'invivabilité croissante des grandes densités et de leurs corrélats de l'étalement paupérisé**.

Toute géographie post-urbaine doit donc, avant toute considération de relocalisation, se préoccuper des **plus fragiles et défavorisé.e.s** pour ne pas les abandonner aux grands cadres urbains bétonnés. Toute société écologique post-urbaine se doit d'être inclusive, fondée sur une **diversité d'interdépendances sociales et écologiques, de liens d'entraides et de coopération**. Pour ainsi veiller à ne pas accroître les injustices en ne se focalisant que sur la classe moyenne désabusée ou sur les cadres supérieurs se disant surmenés, il convient de se poser la question des **géographies populaires** en contexte de crise écologique sans précédent.

Or, si la dégradation des conditions de vie des plus précaires dans les grandes villes métropolisées n'est plus à démontrer, il convient en outre d'admettre que toute **décence de vie** repose sur la qualité des milieux écologiques d'existence et pose ainsi la question des vertus possibles de la désurbanisation. Et, sans sombrer dans le mythe du « bon pauvre », les écologies populaires présentent des formes de vie qui, souvent subies, n'en annoncent pas moins le seul chemin collectivement viable en comparaison des écologies dispendieuses de la bourgeoisie : la **sobriété**.

Dès lors, pour n'abandonner personne à l'enfer du béton, il y a bien lieu de fixer l'hypothèse du **débranchement métropolitain des classes populaires**. Du fait même de leur **matérialité consumériste** et de leur **artificialité bâtisseuse**, les seules réponses métropolitaines ne pourront jamais être à la hauteur de la dignité visée.

Cependant, cette perspective post-urbaine d'une géographie populaire au prisme d'une justice sociale pleinement écologique n'est pas sans imposer **quelques sujets d'une envergure tout à faite considérable**, expliquant pourquoi un chantier spécifique des États généraux de la société écologique post-urbaine a été créé.

Quelles sont les **écologies urbaines des cultures populaires** aujourd'hui et de quels **moyens d'action** disposent-elles pour renouer avec le vivant depuis les cadres urbanisés ?

Quelles seraient les **ressources et possibilités matérielles de lieux micro-urbains et ruraux** d'installation des vies, particulièrement en matière de logement et d'activités économiques ?

De quelles **expériences nationales** (ex : communautés Emmaüs, assemblées des gilets jaunes...), **comme internationales** (zapatistes au Mexique, les sans-terre au Brésil, les coopératives par entraide en Uruguay, le mouvement paysan en Inde...) pouvons-nous nous inspirer pour penser cette géographie sociale de l'écologie post-urbaine ?

Quelles seraient dès lors les **grandes orientations à défendre** sans pour autant sombrer encore plus dans la consommation du monde et dans l'artificialisation de la terre pour la satisfaction de **besoins premiers** ?